

Brochure n° 3078

Conventions collectives nationales

CABINETS D'AVOCATS

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

AVENANT N° 100 DU 22 OCTOBRE 2010

RELATIF AU DROIT SYNDICAL

NOR : ASET1150210M

IDCC : 1000

Entre :

Le CNAE ;

La FNUJA ;

L'UPSA ;

La CNADA ;

Le SEACE ;

Le SAFE ;

L'ABFP,

D'une part, et

La CFDT judiciaires ;

La FEC FO ;

La CGT conseil ;

Le SNECPJJ CFTC ;

Le SPAAC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

La commission mixte paritaire du 22 octobre 2010, saisie d'une demande d'interprétation sur l'article 7 de la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats, a rendu l'avis suivant :

- les salariés de la profession siégeant à la convention collective nationale, dans les commissions mises en place dans le cadre de cette convention collective nationale, dans les institutions créées par ladite convention, notamment l'institution de prévoyance, la caisse de retraite, la CPNE, bénéficient du temps nécessaire à l'accomplissement de leur mission indépendamment du temps dont ils peuvent bénéficier s'ils occupent une fonction électorale dans leur entreprise ;
- ces salariés reçoivent, durant leur absence, leur salaire et bénéficient de plein droit des garanties de stabilité d'emploi les plus étendues.

Ceci étant précisé, les partenaires sociaux décident de compléter, comme suit, les dispositions de l'article 7 :

Avant le dernier alinéa :

« Le salaire maintenu à ces salariés par l'employeur, augmenté des charges sociales, est pris en charge par le fonds de fonctionnement de la convention collective nationale institué par l'article 45 de ladite convention, suite à une délibération unanime des partenaires sociaux ; l'employeur peut en demander le remboursement dans l'année civile qui suit le fait générateur. »

Fait à Paris, le 22 octobre 2010.

(Suivent les signatures.)